

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 09/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SONOCO METAL PACKAGING FRANCE**

BD INDUSTRIEL DE LA LIANE  
ZONE INDUSTRIELLE LIANE  
62230 Outreau

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\SONOCO (Ex EVIOSYS)\_Outreau\_0007000869\2\_INSPECTIONS\2025\_06\_27\_ air\_besoin en eaux extinction  
Code AIOT : 0007000869

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement SONOCO METAL PACKAGING FRANCE implanté BD INDUSTRIEL DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE LIANE 62230 Outreau. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SONOCO METAL PACKAGING FRANCE
- BD INDUSTRIEL DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE LIANE 62230 Outreau
- Code AIOT : 0007000869
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société EVIOSYS PACKAGING FRANCE a changé de dénomination sociale pour devenir la société SONOCO METAL PACKAGING FRANCE. Elle exploite sur le territoire de la commune d'Outreau une usine de production d'emballages métalliques alimentaires.

Le site d'Outreau est soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 3670 (traitement de surface à l'aide de solvants). Il relève de la directive des émissions industrielles (directive IED).

Il a été autorisé par arrêté préfectoral délivré le 5 octobre 2009 complété par les arrêtés complémentaires en date des 24 octobre 2019 et 6 mars 2024.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	atelier vernissage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Besoins en eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 8.2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	surveillance des accès	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 8.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.2.2	Sans objet
3	traitement thermique des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2	Sans objet
4	Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis les constats suivants :

- **la valeur de la vitesse d'éjection des fumées du conduit 2** (rejet de l'oxydateur traitant les rejets de l'atelier vernissage) **est inférieure à la vitesse minimale requise;**

- l'exploitant a pris l'attache de la société CNPP afin de rationaliser ses besoins en eau d'extinction. Une étude a été réalisée par cette société (étude du 08/11/2021) préconisant notamment un recouplement du bâtiment principal. **Néanmoins, dans la configuration actuelle et préconisée le volume d'eau nécessaire à la défense incendie est très supérieur au débit maximal de 360 m3/h, le débit calculé avec recouplement étant de 1290 m3/h.**

Le volume du bassin de rétention a été calculé. Il est de 4 935 m3 pouvant être réduit à 3 194 m3 avec mise en place du recouplement.

**Depuis cette étude de fin 2021, l'exploitant n'a pas progressé sur ce sujet.**

- une partie de clôture a été retirée en limite de propriété pour faciliter le travail d'une société tiers voisine intervenant sur le site. **Cette clôture doit être remise en état.**

Ces points ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : atelier vernissage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions générales de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  N° de conduit 2, atelier vernissage, ..., vitesse minimale d'éjection en m/s : 8
<b>Constats :</b>  La vérification des émissions du conduit n°2, de l'atelier vernissage a eu lieu le 21/06/2024 dans le cadre d'un contrôle inopiné demandé par la DREAL. La vitesse à l'éjection (8,8 m/s) est supérieure à la vitesse minimale imposée (8m/s).  La vérification des émissions du conduit n°2, de l'atelier vernissage a eu lieu le 29/01/2025 dans le cadre de l'autosurveillance. <b>La vitesse à l'éjection (6,5 m/s) est inférieure à la vitesse minimale imposée (8m/s).</b>  La vérification des émissions du conduit n°2, de l'atelier vernissage a eu lieu le 25/04/2025 dans le cadre d'un contrôle inopiné demandé par la DREAL. <b>La vitesse à l'éjection (5,5 m/s) est inférieure à la vitesse minimale imposée (8m/s).</b>  <b>Les deux derniers contrôles de la vitesse d'éjection ne sont pas conformes.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conduit n °2 : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration : poussières : concentration : 3 mg/Nm3; flux : 0.135 kg/h SO2 : concentration : 35 mg/Nm3; flux : 1.57 kg/h NOx ou équivalent NO2 : 100 mg/Nm3; flux : 4,5 kg/h CO : 100 mg/Nm3; flux : 4,5 kg/h COV (dont phénol, crésol, xylébol) : 20 mg/Nm3; flux : 0.9 kg/h Formaldéhyde : 2 mg/Nm3; flux : 0.09 kg/h
<b>Constats :</b>  Le point de départ de la non conformité du paramètre COVt est la réalisation d'un contrôle inopiné par la DREAL le 21/06/2024 indiquant un dépassement de la valeur du paramètre COVt ramené à 18% d'O2 (37 mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 20 mg/Nm3). Ont donc été regardés les deux derniers contrôles inopinés demandés par la DREAL (21/06/2024 et 25/04/2025) et le contrôle du 29/01/2025 mandaté par l'exploitant. La fréquence de surveillance de ce rejet est annuelle. A noter que <b>depuis le 9 décembre 2024</b> , l'arrêté ministériel du 03/02/2022 relatif aux Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) pour le secteur du traitement de surface (rubrique 3670 ou 3710) est applicable. Cet arrêté précise dans l'article 1.3 de son annexe : " <b>Les valeurs limites d'émissions</b> pour les émissions sous forme de gaz résiduels ... <b>exprimées...</b> dans les conditions standards suivantes : ... <b>sans correction de la teneur en oxygène.</b> " L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/10/2019 prévoyait que les valeurs limites soient exprimées <b>à une teneur en oxygène ramenée à 18 %</b> . Dès lors, en application de l'arrêté ministériel du 03/02/2022, la valeur mesurée ne sera plus exprimée à une teneur en oxygène égale à 18% avant d'être comparée à la valeur limite. Les valeurs limites des différents paramètres de ce rejet ont été revus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6/3/2024 modifiant l'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 24/10/2019 et sont en concordance avec l'arrêté ministériel du 03/02/2022 susvisé. <b>L'autosurveillance du 29/01/2025 ne montre pas de dépassement des valeurs limites en COV</b> , seul paramètre réglementé par l'article 3.2.2 qui a été contrôlé le 29/01/2025. La valeur maximale mesurée en COV totaux éq C s'élève à 15,7 mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 20 mg/Nm3 (sans correction de la teneur en oxygène). <b>Le contrôle inopiné du 25/04/2025 ne montre pas de dépassement des valeurs limites.</b> En particulier la valeur mesurée en COV totaux éq C s'élève à 11mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 20 mg/Nm3 (sans correction de la teneur en oxygène).  En 2025, les valeurs mesurées à la sortie du système de traitement ne montrent pas de dépassement des valeurs limites du composé COV totaux ou des COV phénol, crésol, xylébol et formaldéhyde (uniquement mesurés le 25/04/2025). La valeur limite du composé COVt est aujourd'hui respectée.  Il est néanmoins rappelé à l'exploitant que l'autosurveillance s'applique sur l'ensemble des

paramètres et doit être réalisée indépendamment du contrôle inopiné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : traitement thermique des effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les température sortent de la fenêtre de température optimale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon le dossier de demande d'autorisation, la température d'oxydation est de l'ordre de 825 °C. L'exploitant indique qu'une sonde est présente en partie haute de la chambre de combustion du régénérateur là où sont situés les brûleurs. Cette sonde déclenche une alarme visuelle et sonore si elle passe sous les 700 °C. L'alarme est reprise dans l'atelier.</p> <p>Selon l'exploitant, le déclenchement de cette alarme conduit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la fermeture du clapet d'admission d'air solvanté issue des lignes de vernissage,</li> <li>- le basculement des étuves sur l'atmosphère,</li> <li>- l'arrêt d'alimentation des lignes de vernissage.</li> </ul> <p><b>L'exploitant explicitera les raisons ayant conduit au choix de la valeur de 700 °C comme valeur minimale de combustion.</b></p> <p>Les lignes peuvent fonctionner sans passer par le régénérateur mais nécessite une intervention physique d'un électricien dans une armoire électrique. Depuis la visite d'inspection l'exploitant a indiqué que cette intervention avait été interdite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du choix de la température d'alerte fixée à 700 °C. A cette température les effluents respectent-ils toujours les valeurs limites imposées ? ;</li> <li>- des opérations de contrôle du système d'alerte (ensemble de la chaîne).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions lors d'OTNOC
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous : - Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de</p>

détection des fuites). - Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle du 29/01/2025 porte sur un contrôle des rejets <b>en amont et en aval</b> du système de traitement (dénommé Régénérateur).</p> <p>L'inspection relève qu'un rapport de 110 existe entre la concentration mesurée en COVt en amont et celle mesurée en aval. Ainsi à titre de comparaison, un rejet du conduit 2 pendant une durée de <b>trois jours (72 heures)</b> lors d'un fonctionnement des installations <b>sans traitement</b> (mode dégradé) est <b>équivalent à un</b> rejet de ce conduit n°2 pendant une durée de 7920 heures avec traitement, soit plus que la durée de fonctionnement annuelle de cette installation (7 728 heures selon le dossier de demande d'autorisation).</p> <p>L'inspection est régulièrement informé de l'arrêt du système de traitement pour raison de maintenance ou de panne. La possibilité de by-passer l'oxydateur est techniquement possible (intervention au niveau de l'armoire électrique). <b>Dorénavant, les éléments transmis à l'inspection confirmeront également l'arrêt des installations de production.</b></p> <p>Le système de traitement des effluents répond à la définition d'équipement critique pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'enregistrement du graissage bi-annuel de l'installation,</li> <li>- un plan de maintenance de l'oxydateur. Plusieurs opérations sont prévues, réalisées selon l'exploitant <b>mais sans être enregistrées</b>. L'exploitant s'est engagé à mettre en place cet enregistrement (courriel du 27/06/2025).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Besoins en eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 8.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une solution technique validée par le SDIS permettant de disposer d'une protection des murs séparatifs des cellules par des moyens de secours spécifiques doit être proposée sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Il y aura lieu de garantir l'efficacité, la pérennité et l'autonomie de ces dispositifs afin de répondre à l'objectif réglementaire et équivalent de défense des murs coupe-feu auquel le SDIS ne peut satisfaire au vu de la conception bâimentaire (portée de plus de 50 m et/ou inaccessibilité aux moyens aériens). La défense incendie doit reposer sur des barrières techniques de sécurité (type murs coupe-feu) permettant de rationaliser les besoins (360 m3/h max) et de préserver l'activité. L'exploitant doit assurer la continuité du mur coupe-feu 2 h existant et réaliser une étude de recoupement. L'exploitant doit prendre contact avec « Laboratoire du feu et de l'environnement, Pôle Européen de sécurité CNPP - Vernon Route de la Chapelle Réanville CD 64 BP 2265 27 950 SAINT MARCEL pour un avis technique sur la réalisation d'une étude spécifique ou fournir un rapport d'étude équivalent. Concernant la rétention des</p>

eaux, l'exploitant doit réaliser une étude permettant d'identifier les zones de « Stockage des eaux d'extinction » et prévoir la mise en œuvre de moyen mobile d'obturation.

**Constats :**

Pour répondre à ce point l'exploitant a transmis un document intitulé "Dimensionnement des besoins en eau d'extinction et des volumes d'eaux d'extinction à confiner" daté du 08/11/2021 réalisé par la société CNPP.

Ce document procède au calcul théorique des besoins en eaux d'extinction en ayant délimité les surfaces de références par des murs REI 120. Le besoin en eaux d'extinction est de 60 m3/h pour les zones B à F mais de 2 160 m3/h pour la zone A. **L'étude préconise la réalisation d'un compartimentage qui réduirait le volume d'extinction nécessaire à 1290 m3/h. Ce volume reste très éloigné de la demande (360 m3/h maxi).** L'exploitant n'a pas donné suite à cette préconisation.

**La solution technique permettant de rationaliser les besoins en eau demandée par l'article 8.2.1.3 n'est pas définie.**

Le document dimensionne également le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction mais au vu du volume d'extinction théorique calculé pour la zone A, le volume théorique de la rétention est de 4 689 m3 (dont 4 320 m3 pour stocker les eaux d'extinction). En prenant en compte le recouplement proposé le volume de rétention passe à 3194 m3. **Ce volume n'est pas disponible sur site.**

**La solution technique n'étant pas définie, le SDIS n'a pas été consulté.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : surveillance des accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 8.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, accès non contrôlés

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

**Constats :**

La société ONET travaille pour la société SONOCO en réalisant le cadrage des palettes, leur tri et éventuellement leur réparation. La société ONET est mitoyenne à la société SONOCO.

La clôture entre la société SONOCO et la société ONET voisine a été déconstruite afin de faciliter le travail de la société ONET. Cette absence de clôture permet au personnel de la société ONET de venir **sans contrôle sur le site de la société SONOCO.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois



